

Communistes

www.PCF.fr

Non à l'européanisation de l'arme nucléaire française

(p. 3)

Vidéo



ArcelorMittal :
nationaliser
pour sauver
l'industrie
et l'emploi

Ruralité : une autre vision du maire communiste

(p. 6)

Brulot

Un brulot circule dans les milieux économiques proposant de « moderniser le syndicalisme français ». Il se dit déjà que les suggestions qu'il contient pourraient s'inviter dans le débat de la future présidentielle. Le texte part de l'idée qu'il y a trop de centrales syndicales en France, que la barre des 8 % pour assurer leur représentativité est trop basse, qu'il faudrait la mettre à 15 %. Ce qui éliminerait la CGC, la CFTC, FO. Un détail... Il serait bon, ensuite, d'« interdire aux partenaires sociaux toute prise de position politique d'ordre général ». Carrément. Sinon quoi ? Le pilori ? C'est ce que les auteurs du pamphlet appellent « sauver la démocratie sociale ». Jolie inversion de sens. Un peu comme la guerre c'est la paix. Le brulot plait bien au *Figaro* qui toutefois ne se fait pas trop d'illusions. La dominante aujourd'hui, regrette-t-il, c'est plutôt des syndicats qui veulent « taxer les riches » et une CGT qui « recommence à parler de lutte des classes ». En somme, voilà une « modernisation » qui commence mal. ☹

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

8 MARS



7 mars, à partir de 10 h 30 : Matinée-débat à l'occasion du 8 Mars. Pour cet événement, nous aurons le plaisir de mettre en lumière 3 femmes brillantes et engagées, qui nous donneront leur point de vue sur des questions d'actualité : les conséquences de la montée de l'extrême droite en France et dans le monde sur les droits et la vie des femmes ; la représentation des femmes dans les instances de décision, des conseils municipaux au Parlement ; les leviers politiques nécessaires pour atteindre une égalité réelle entre femmes et hommes ; l'articulation entre la lutte pour les droits des femmes et les autres enjeux sociaux : précarité, écologie, accès aux services publics. La matinée sera suivie d'un repas (25 €) sur réservation uniquement (avant le 2 mars, au 0686816431). Cantine SNCF, Brive (19)

8 mars, à partir de 10 h : Journée internationale des droits des femmes, rassemblement et prises de parole à l'appel du centre d'analyse des mouvements populaires, du PCF 19, du Mouvement de la paix de la Corrèze, de l'UL CGT Tulle, des ami-es de Martha Desruaux, du PRCF 19, appel ouvert. Place Albert-Faucher, Tulle (19)

8 mars, à partir de 14 h : Journée internationale des droits des femmes : rassemblement à Paris sur la place Stalingrad

18 avril, à partir de 11 h 30 : Grand banquet des vétérans et leurs amis présidé par Igor Zamichiei, coordinateur de l'Exécutif national du PCF. Salle des fêtes, Saint-Sornin (03)

5 juillet, à partir de 7 h : Brocante pour le droit aux vacances organisée par la section de Bresles. Avec tombola, restauration professionnelle et animation musicale. Renseignements et réservations : 06 85 15 37 80. La Neuville-en-Huez (60)

Programme de l'Huma-café® de Nantes, de janvier à juin 2026, au lieu unique, quai Ferdinand-Favre (44)

13 mars, 18 h : Culture en péril, que faire ? Avec le collectif « Culture en Lutte 44 », qui regroupe des professionnel-le-s, des syndicats, des associations, pour organiser et visibiliser les luttes, mais aussi réfléchir à des propositions collectives.

17 avril, 18 h : Attention, Stérin miné. Avec Thomas Lemahieu, grand reporter, membre du pôle Enquêtes de l'*Humanité*. Son investigation journalistique sur la holding de Stérin a révélé l'ampleur du projet d'extrême droite Périclès.

29 mai, 18 h : Santé mentale en crise, symptôme d'une société en souffrance ? Avec Angélique Mounier-Kuhn, journaliste, elle a récemment coordonné le numéro 203 de la revue *Manière de voir* : « Santé mentale, symptômes d'un monde fêlé ». (Rencontre organisée en lien avec les Amis du *Monde diplomatique*)

19 juin, 18 h : Faire l'histoire du matrimoine féministe... et la transmettre. Avec Christine Bard, professeure d'histoire contemporaine à l'Université d'Angers. Elle a publié de nombreux livres sur l'histoire politique, sociale et culturelle des femmes et du genre.

L'impasse dangereuse du fédéralisme nucléaire d'Emmanuel Macron

C'est dans le cadre solennel de la base de l'Île Longue qu'Emmanuel Macron a délivré un discours extrêmement guerrier, dangereux et irresponsable, piétinant la nécessaire politique de paix et remettant en cause l'indépendance de notre pays.

Il a notamment développé le concept de « dissuasion avancée », rendant possible le positionnement de forces aériennes stratégiques françaises en Europe et permettant à d'autres pays européens de participer à des exercices nucléaires « en pleine transparence avec les États-Unis d'Amérique et en coordination étroite avec le Royaume-Uni », et en coopération étroite avec l'Allemagne.

Ce n'est plus de la dissuasion nucléaire, mais une fuite en avant nucléaire. C'est un changement de doctrine stratégique, imposé par le césarisme guerrier du Président de la République, sans consultation du Parlement dont les prérogatives sont piétinées.

Il s'agit bien d'une forme d'euphémisation de l'arme nucléaire française à laquelle le PCF est vigoureusement opposé. Elle écorne la pleine souveraineté de la dissuasion nucléaire. Rappelons que le nucléaire britannique, sur lequel s'aligne le Président de la République, est inféodé à Washington. Le fédéralisme nucléaire européen présenté par le Président de la République tourne le dos à une défense nationale indépendante, mais au contraire renforce la soumission de notre pays sur l'OTAN, bras armé des USA.

Emmanuel Macron, durant 50 minutes de discours, ne dit rien d'une action diplomatique indépendante

de la France pour la paix et le droit international, première composante d'une politique de défense. Il reste fidèle à sa politique de renoncement et d'effacement du rôle diplomatique de la France.

Le Parti communiste français rappelle son attachement à une politique de défense nationale et populaire, indépendante et souveraine, outil d'une politique de paix, placée sous contrôle de la nation, mise au service exclusivement de la défense du peuple français, avec un outil de défense proportionné et modernisé, y compris en ce qui concerne la dissuasion nucléaire.

L'augmentation du nombre de têtes nucléaires de l'arsenal de la France relève d'une fuite en avant inacceptable dans le tout nucléaire européanisé. La force nucléaire ne doit servir que les impératifs de la défense nationale. De plus, la dissuasion nucléaire ne peut pas être la clé de voute de la politique de défense. Le tout nucléaire est une impasse dangereuse. En mettant face à face et en concurrence les puissances nucléaires, le seul d'emploi de ces armes destructrices est de fait considérablement abaissé.

La reconstruction d'une politique de défense implique une redéfinition du lien entre l'armée et la nation et la reconstitution d'une base industrielle et technologique de défense sous contrôle de la nation, en articulation avec les besoins civils et militaires.

Emmanuel Macron ne fait qu'entériner la destruction des cadres juridiques d'encadrement des armements nucléaires. C'est irresponsable et contraire au droit international. Le PCF appelle le

gouvernement à jouer un rôle actif et indépendant lors de la prochaine conférence d'examen du TNP qui se tiendra du 27 avril au 22 mai à New York, en faveur d'un processus de désarmement nucléaire progressif, multilatéral et négocié conforme au droit international. La France jouerait un rôle positif au niveau international en siégeant comme observateur à la conférence des États parties du traité TIAN de l'ONU.✪

Paris, le 2 mars 2026
Parti communiste français



École

Désinformation et résistance

A lors que la mission de l'école demeure de former de futurs citoyens éclairés, en capacité de distinguer faits et croyances, force est de constater que le compte n'y est pas, qu'il y est de moins en moins quand la post-vérité est instituée comme stratégie majeure de domination. La violence et l'agressivité des politiques dites illibérales sont à la hauteur des enjeux : droites et extrêmes droites ne se trompent pas sur l'importance de l'éducation et de la culture pour mener à bien leur projet mortifère.

L'offensive de désinformation est d'envergure, y compris dans ses formes les plus grossières, jusqu'au ridicule si ce n'était si grave, menée à visage découvert, par les droites, extrêmes droites, médias à leur service et réseaux dits « sociaux ». Les attaques sont d'une rare violence contre la recherche scientifique comme démarche d'élaboration de vérités scientifiques (et non dogmatiques), les universités, le système scolaire dans son ensemble, les chercheurs eux-mêmes. Tout est bon pour prendre le pouvoir jusque dans nos vies, nos professionnalités : brouiller, opacifier, trahir : fakes news ; menaces ; chasse aux « woke » et autres « islamogauchistes » ; langage perverti dont le sens se dérobe ; répression ; service public d'éducation dégradé ; réduction continue des financements indispensables à la démocratisation au profit de formations privées en croissance exponentielle... La culture

n'est pas épargnée. Ce sont toutes les institutions culturelles, scolaires, universitaires qui se trouvent dans l'impossibilité de jouer leur rôle d'enculturation.

L'entreprise de désinformation est puissante, massive et s'appuie sur ce qu'elle met en place : l'inquiétude, le sentiment d'insécurité, la perte du sens d'apprendre et d'enseigner, le rapport à soi... La résistance à l'endoctrinement est rendue difficile par la puissance de frappe réactionnaire et autoritaire, qui se manifeste dans une domination perverse, où les faits objectifs, leur réalité sont falsifiés, éloignant toute possibilité de rationalité.

Dans ce dernier numéro, *Carnets rouges* s'attache à analyser les mécanismes idéologico-politiques qui combattent rationalité, savoirs objectifs, discours critiques, toujours les premiers ciblés dans tous les systèmes néofascistes ou fascistes. Les diverses contributions mettent en partage des outils qui visent à rendre intelligibles les enjeux de cette offensive néofasciste d'obscurantisme, de formatage et d'endoctrinement.

Le rapport de force est déséquilibré, certes, mais l'exigence maintenue du rôle émancipateur de l'école pour penser et construire une humanité commune est un puissant levier d'action, comme en témoignent dans ce numéro de *Carnets rouges* les initiatives d'enseignants et enseignantes qui cherchent à don-



ner aux élèves les capacités de résister aux stratégies propagandistes qui instrumentalisent les connaissances au service de leurs visées. Des enseignants et des enseignantes qui transmettent des savoirs scolaires 'appuyant sur des vérités scientifiquement établies. Une vérité à laquelle chacun et tous ont droit.

Carnets rouges, raison, vérité(s) et pouvoir

Christine Passerieux

Rédactrice de *Carnets rouges*

- CAMPAGNE

211 milliards

Ce qui choque l'opinion

Extraits du rapport sénatorial sur les aides publiques distribuées aux grandes entreprises sans contrepartie.

Ce qui choque l'opinion, dit le rapport, c'est quand les entreprises ont perçu des aides publiques et versent simultanément des dividendes.

Le groupe **Auchan** a annoncé mardi 4 novembre 2024 son intention de procéder à un PSE concernant 2 384 de ses 54 000 salariés employés en France. Le groupe a bénéficié entre 2013 et 2023 de 636 millions d'euros d'aides fiscales et de 1,3 milliard d'euros d'allègements de cotisations sociales.

Le 5 novembre 2024, le groupe **Michelin** a annoncé la mise en place d'un PSE concernant 1 254 salariés parmi les 19 000 collaborateurs du groupe en France. Le groupe a bénéficié d'aides publiques, notamment 32,4 millions d'exonérations de cotisations sociales en 2023 et 40,4 millions d'euros de crédit d'impôt recherche (CIR) en 2024, tout en versant selon les calculs du rapporteur environ 1,4 milliard d'euros de dividendes la même année.

https://www.pcf.fr/petition_conditionnement_aide_aux_grandes_entreprises



Le groupe **ArcelorMittal** a annoncé le 23 avril 2025 son intention de mettre en place un PSE qui devrait concerner près de 600 salariés parmi les 15 400 employés en France. Le groupe a versé en moyenne 200 millions d'euros de dividendes chaque année depuis dix ans au niveau mondial, alors qu'il a bénéficié en 2023 en France de 298 millions d'euros d'aides, dont 195 millions d'euros en raison du prix de l'énergie, 41 millions d'euros d'allègements de cotisations sociales et 40 millions d'euros de CIR.

Le 30 avril 2025, le fabricant de semi-conducteurs franco-italien **STMicroelectronics**, qui emploie 11 500 personnes en France, a annoncé un plan de départs volontaires sur trois ans concernant 1 000 postes, alors que l'entreprise a bénéficié en 2023 de 487 millions d'euros d'aides (dont 334 millions d'euros de subventions, 119 millions d'euros de crédit d'impôt recherche et 34 millions d'euros de remboursements ou allègements de cotisations). En 2023, la société a versé 212

millions d'euros de dividendes.

Le même jour, le groupe **LVMH** a fait part de son intention de supprimer 1 200 postes, en ne remplaçant pas les départs à la retraite notamment, dans sa filiale Moët Hennessy qui regroupe ses activités vins et spiritueux, soit plus de 12 % de ses effectifs. En 2023, les aides publiques versées à ce groupe ont atteint 275 millions d'euros, tandis que 20 % de la valeur ajoutée du groupe en 2024 (37 milliards d'euros) ont été affectés aux dividendes en 2024.✪

commission sénatoriale présidée par Fabien Gay



Ruralité : Une autre vision du maire communiste

J'ai été élu maire d'une commune de la Somme de 104 habitants en 2020. C'était mon premier mandat en tant que conseiller municipal et donc en tant d'édile. Étant le seul communiste d'une liste construite avec des habitants, la plupart étant issus du comité des fêtes de la commune, je ne me suis jamais posé la question de ma légitimité. Tous les conseillers municipaux comme une grande partie de la population connaissent mon engagement politique. Un seul élu au conseil municipal n'a pas souhaité être sur notre liste et s'est présenté seul.

Lors du conseil municipal d'installation, cet élu (propriétaire du château et comte) m'a questionné sur le devenir de la commune si celle-ci était gérée par un maire communiste ! Dans les petites communes rurales la peur du communiste est encore très ancrée dans la tête de certains habitants et pose des questions.

Beaucoup ont été surpris que j'entreprenne la rénovation des vitraux de l'église, car pour eux un communiste rejette la religion, alors qu'être maire c'est faire respecter la loi de 1905 dans le sens strict de celle-ci dans laquelle la municipalité se doit d'entretenir le patrimoine. Être maire c'est permettre à la laïcité de prendre toute sa place dans la vie communale et c'est respecter toutes les religions sans distinction.

Six années de mandats ont prouvé qu'être un maire

communiste dans une commune rurale permet de répondre différemment aux attentes de la population sans faire de différences entre chacun. Toutes les suggestions que j'ai apportées ont conduit à un vote, souvent unanime, en conseil municipal.

Être proche des gens, être à leur écoute, améliorer leur quotidien, ne pas rejeter d'emblée des idées mais construire des solutions ensemble, soit lors des conseils municipaux ou lors d'assemblées de la population, permet d'avoir une autre vision d'un maire communiste. Les habitants ont mon numéro de portable et m'appellent ou me laissent des messages régulièrement ; une réponse est toujours apportée.

Beaucoup de décisions se prennent dorénavant dans les instances des communautés des communes. C'est dans ces instances que la présence de communistes est importante et nécessaire pour faire avancer des propositions novatrices ou en bloquer d'autres.

Sur ma communauté de commune, nous ne sommes que deux communistes sur 150 membres, mais nos interventions sont écoutées par les maires, dont la quasi-totalité sont des agriculteurs et surtout sont engagés. C'est à ce titre que j'ai pu convaincre une majorité pour maintenir un festival de musique et d'arts de rue que la présidence voulait supprimer. Concernant la culture, nous nous sommes aussi battus pour maintenir une saison



culturelle avec un spectacle mensuel au plus près des habitants car nous changeons de commune chaque mois.

Pour 2026, avec une baisse de notre population en dessous de 100 habitants et avec la nouvelle loi concernant les élections municipales, nous n'aurons qu'une seule liste et je me représente en tant que maire. Cette fonction me permet aussi de reverser une partie de mes indemnités à mon parti et à financer des initiatives vers les habitants. ✪

Pascal Aubrée

Maire de Bussy-lès-Poix

Iran : les bombes n'apportent pas la liberté aux peuples

Le président des États-Unis Donald Trump a annoncé ce matin le lancement « d'opérations militaires majeures » contre l'Iran, en prolongement d'opérations lancées auparavant par le gouvernement israélien de Benyamin Netanyahu. Plusieurs villes iraniennes ont été touchées, telles que Téhéran, Qom, Ispahan, Tabriz, Karadj et Kermanshah. Le régime iranien a annoncé, en réponse, le lancement de missiles balistiques contre des villes israéliennes.

Cette nouvelle guerre, dans la poursuite de la « guerre des douze jours » de juin 2025, est une nouvelle violation du droit international. Elle est déclenchée alors que les négociations se poursuivaient et que l'IAEA avait annoncé de nouvelles discussions la semaine prochaine à Vienne.

Cette politique de la force et du chaos, portée par deux gouvernements d'extrême droite, celui de Trump et de Netanyahu, et les surenchères de la dictature islamiste iranienne, feront une seule victime : le peuple iranien qui se retrouve sous les bombes. Elle aura également des conséquences incontrôlables en chaîne dans l'ensemble de la région. Derrière la question nucléaire et balistique, se situe la question du contrôle du détroit d'Ormuz et des ambitions impérialistes que cela suscite.

Le PCF condamne avec fermeté ces bombardements qui interviennent en contradiction avec la charte des Nations unies et ont été déclenchés sans l'aval du Congrès des États-Unis. Seule l'IAEA,

agence de l'ONU, est habilitée à contrôler le nucléaire iranien et le gouvernement de Téhéran doit l'accepter. C'est au peuple iranien, opprimé par la dictature théocratique au pouvoir et qui subit une répression sanglante, de décider en toute souveraineté des conditions dans lesquelles sera rétablie la démocratie, sans ingérence, ni tentative de lui imposer une nouvelle autocratie. Non seulement les bombes de Trump et de Netanyahu ne le permettront pas, mais elles risquent d'aggraver les souffrances du peuple iranien, voire d'accentuer la dictature qui l'opprime depuis trop longtemps.

Le PCF réaffirme sa solidarité avec les forces progressistes et patriotiques qui agissent pour un Iran souverain et démocratique, notamment avec le parti Toudeh d'Iran.

Le PCF appelle le gouvernement français à agir concrètement contre l'escalade guerrière, pour la reprise des négociations sous le contrôle des Nations unies, pour la paix et la sécurité collective dans l'ensemble de la région, sur la base du droit international.

L'avenir du Proche et du Moyen-Orient ne passe pas par la guerre mais par un traité qui en fasse une zone sans arme nucléaire ni arme de destruction massive. Ce n'est pas à travers les décisions unilatérales de l'hyperpuissance états-unienne et du gouvernement israélien que l'on y parviendra. ✪

Paris, le 28 février 2026

Parti communiste français



1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

1/8 mars 1936 ⁽⁹⁾

L'unité syndicale

Deux informations dominent la semaine

Le congrès de réunification de la CGT se tient du 2 au 6 mars à Toulouse. 1 709 délégués, représentant 3 834 syndicats. Ils confirment leur adhésion au programme du Front populaire et leur attachement aux principes de la lutte des classes. On peut lire dans la résolution finale : « Le congrès déclare avec la plus grande fermeté qu'il ne suffit pas d'énoncer devant le peuple des revendications et des aspirations qui lui sont chères ; il faut sous peine de déceptions cruelles et graves les faire passer dans la réalité. » Ses effectifs vont passer dans l'année de 750 000 à 4 millions d'adhérents. Ont été élus à l'unanimité membres du Bureau confédéral : Jouhaux, Frachon, Racamond, Belin, Bothereau, Bouyer, Dupont.

« La classe ouvrière a maintenant en main une arme que les jours qui viennent vont rendre encore plus forte et mieux trempée », commente Paul Vaillant-Couturier qui ajoute : « Nous, communistes, n'avons jamais considéré pour notre part le Front populaire comme une simple et banale formation électorale ni, pour employer une expression chère aux réactionnaires et aux fascistes, comme un cartel tripartite. C'est beaucoup plus et beaucoup mieux à nos yeux. C'est une étape vers la libération définitive des travailleurs de France. C'est un rassemblement qui doit constituer, après comme avant les élections, une force durable de contrôle et d'action ayant, par ses comités, des ramifications dans les entreprises et jusque dans les moindres



bourgades du pays. »

La seconde information qui domine la semaine est alarmante: Hitler, en réponse provocatrice au traité franco-soviétique juste signé, décide le 7 mars de réoccuper militairement la Rhénanie. La région était démilitarisée depuis la signature du traité de Versailles. Interdiction était faite à l'Allemagne d'établir des places fortes et de déplacer des troupes dans une zone de 50 kilomètres à l'est du Rhin. Les accords de Locarno (1925) renforçaient ces dispositions et toute violation serait considérée comme une agression allemande. Or Hitler réinstalle la

Wehrmacht en Rhénanie. C'est dans cette région que se concentrent les industries de guerre allemandes. Et la France (comme la Grande-Bretagne) laissera faire. Comme elle laissera faire l'invasion de l'Autriche puis des Sudètes tchécoslovaques (traité de Munich). « La paix en danger », titre *l'Humanité* sur toute sa Une. Un appel du PCF déclare que « Hitler veut la guerre. (...) Face aux puissances de mort qui nous menacent, toutes les forces de vie doivent se rassembler. » ❄️

Gérard Streiff

Le carré rouge (série) **Pierre Semard** (6)

En quelques épisodes nous allons vous accompagner pour découvrir le cimetière du Père-Lachaise. Enfin, y prétendre serait présomptueux, aussi au travers d'un aperçu rapide de son histoire, nous nous dirigerons plus particulièrement vers un espace que l'on nommera le « Carré rouge ».

Pierre Semard, 1887-1942, est inhumé le 11 mars 1945 dans ce carré du Parti. Il y sera « *le premier secrétaire prolétarien de notre grand parti.* », comme l'a dit Gaston Monmousseau lors de son allocution face au Mur des fédérés.

Son père est cantonnier des chemins de fer et sa mère garde-barrière. À la mort de son père il doit travailler, il a 11 ans. En 1904 il part à Paris où il exerce plusieurs métiers dont celui de charcutier. Il retourne dans sa Bourgogne natale comme charcutier et cuisinier, puis part se fixer à Valence et s'engage trois ans dans l'armée. À sa libération il passe un examen et devient secrétaire du chef de gare de Valence. Là commence son militantisme. En 1914, père de trois enfants il n'ira pas au front.

Pierre Sémard devient secrétaire général de la Fédération CGTU des cheminots à deux reprises (1921-1924 et 1934-1942), dont il sera, comme l'écrivit le journal *Ce soir*, « *leur guide ardent* ». Il est également membre du Bureau confédéral de la CGTU (1933-1935).

Il adhère au PCF en 1923 et s'engage dans l'action contre l'occupation de la Ruhr, ce qui lui vaudra un séjour à la Santé. Membre du Comité central et du Bureau politique de 1924 à 1942, il est le secrétaire général de 1925 à 1929. En 1925, il met en œuvre la politique du front unique avec les socialistes, première alliance antifasciste.

Pour la cinquième fois il séjourne à la Santé pour ses actions contre la guerre du Rif. Après s'en être évadé, il retourne à la case prison jusqu'en janvier 1928.

L'Internationale communiste marque son désac-



cord sur la politique de front unique du PCF. Sémard n'accepte pas ; il refuse l'assimilation de la social-démocratie au fascisme, position qu'il considère comme gauchiste. Il demande à être relevé de

toutes ses fonctions.

De 1935 à 1940 il est Conseiller général de la Seine. En 1936, il est membre du conseil consultatif des chemins de fer du gouvernement du Front populaire et se prononce, au nom de la CGT, pour la création de la SNCF. Janvier 1938, il est un des administrateurs représentants des salariés de la toute jeune SNCF. Il en sera révoqué en novembre 1938, pour avoir signé des tracts appelant à la grève. Puis un conseil de discipline le rétrograde et le mute à Loches (Indre-et-Loire).

Durant la guerre d'Espagne, il prend une part active à l'acheminement de secours et d'armes aux Républicains espagnols et se rend fréquemment à la frontière espagnole.

En 1939, le pacte germano-soviétique fait voler en éclats le Bureau de la fédération des cheminots. Le 25 septembre, un jour avant l'interdiction du PCF, il est exclu de ses fonctions dirigeantes et licencié de son poste de permanent, puis accusé de détournement de fonds. Il est arrêté en octobre 1939, jugé par un tribunal militaire, comme tous les élus communistes, emprisonné à Bourges en 1940, puis à Gaillon, puis à Évreux où, le 7 mars 1942, il est fusillé comme otage. Début 1942, sa femme et sa fille sont arrêtées.

Le 11 mars 1945, la levée du corps a lieu gare de Lyon. Ce sont des milliers de personnes et de cheminots qui vont l'accompagner jusqu'au Père-Lachaise. Sa femme née Contier (1895-1979), rescapée de Ravensbrück, est inhumée avec lui. ❀

Gérard Pellois

Apprentissage : garantir l'emploi plutôt que subventionner le patronat !

Après avoir massivement subventionné l'apprentissage, le gouvernement entame sa marche arrière. En annonçant aujourd'hui de nouvelles coupes dans les aides à l'embauche d'apprentis, il montre l'inefficacité de sa politique et l'absence de vision claire.

La fin de l'âge d'or !

Entre 2018 et 2024, le nombre d'apprentis est passé de 436 000 à plus d'1 million. Dans le même temps, les dépenses publiques consacrées à l'apprentissage ont fortement augmenté, passant de 6,1 milliard d'euros en 2018 à 14,9 milliards en 2023. Témoignage d'un modèle de formation pleinement dépendant à l'argent public. Pour autant, cette progression s'est faite sans organisation des débouchés professionnels !

La récente hausse du chômage des jeunes en est une nouvelle illustration ! Selon l'Insee, 16 % des 15-29 ans sont aujourd'hui sans emploi, symbolisant les difficultés d'insertion professionnelle. Ces chiffres confirment l'impasse des politiques qui subventionnent les entreprises sans garantir de débouchés.

Aujourd'hui, cette baisse des aides continue, afin d'atteindre 200 millions d'économies en 2026, 700 millions en 2027. Cette diminution ne concernera pas les jeunes préparant un CAP, un BEP ou un BAC, dont l'aide à l'embauche est stable. Elle touchera uniquement les diplômés en BTS, avec une diminu-

tion de 500 € de l'aide, et ceux en Master ou diplôme d'ingénieur, avec une baisse variant entre 1 250 € et 3 000 € selon la taille de l'entreprise.

Un constat d'échec

Ce recul s'explique par un constat : celui de l'absence de garantie d'emplois pour les jeunes, malgré les politiques massives de subventions. Pour autant, cet échec est ciblé. Il vise en premier lieu les formations diplômantes, ou à l'inverse les subventions continuent pour les formations les moins qualifiées, où se retrouvent en majorité les jeunes issus des milieux populaires.

Le gouvernement, sans grande stratégie, cherche donc à faire correspondre le temps de la formation sur celui de l'emploi, à adapter l'offre de formation aux besoins du patronat local. Dans un contexte d'austérité budgétaire, le gouvernement restreint ses financements à ce qui sert les intérêts immédiats du patronat, au détriment de l'intérêt de long terme des jeunes.

Planifier l'emploi et la formation des jeunes

Le MJCF porte au contraire une vision tout autre de la formation professionnelle. Car la situation est paradoxale, il n'y a aucune planification, et pourtant des besoins sont identifiés : la transition écologique, la rénovation énergétique, les transports ou même la production industrielle nécessiteront des centaines de milliers d'emplois à l'avenir.



FINANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE

PLANIFIONS L'EMPLOI ET LA FORMATION

Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin



C'est tout l'enjeu de la campagne «1 million d'emplois» que porte le MJCF : anticiper les créations d'emplois nécessaires, financer des formations de qualité et diplômantes de qualité pour y répondre. Le tout, sans laisser aux capitalistes la main sur ces formations, et sur nos emplois. Sécuriser la vie et la formation des jeunes pour les soustraire à l'instabilité permanente organisée par le marché.✪

Bastien Bonnargent

La 4^e guerre du Golfe dans la recomposition de l'impérialisme régional et mondial

Au matin du samedi 28 février, les États-Unis et Israël lancent une offensive armée en Iran, interrompant les négociations en cours à Genève, alors même que de premières annonces avaient fait état d'avancées sur le programme nucléaire et que les parties devaient se retrouver le lundi 2 mars pour la suite des négociations. Cette intervention fait suite à un premier conflit éclair, en juin dernier, lors de ce qui a depuis été appelé la « guerre des douze jours ».

Mais ses implications et ses enjeux sont bien plus graves et importants. Au-delà de la question de l'Iran, cette guerre est une étape majeure dans la recomposition des rapports de force régionaux, voire mondiaux, et de l'impérialisme, comme de ses contradictions. L'imbrication étroite des enjeux régionaux, des enjeux internationaux et des intérêts particuliers des puissances internationales et régionales dessine un paysage complexe avec un point nodal commun : l'importance du contrôle des réseaux.

Dans la phase actuelle de refondation des modalités de l'accumulation capitaliste et de l'impérialisme, le contrôle des réseaux (énergétiques, commerciaux, numériques, spatiaux...) acquiert une dimension nouvelle. On parle, à raison, beaucoup du rôle majeur du détroit d'Ormuz. Il voit passer 24 % du commerce pétrolier et 20 % du GNL mondial. Plus de 85 % du commerce pétrolier est à destination de l'Asie. Pour le GNL, 26 % sont à destination de la Chine et 19 % de l'Inde. Plus largement, la région est le carrefour de corridors majeurs en cours de construction : corridor IMEC (Inde-Émirats-Israël-Europe), corridor Russie-Iran, corridor Irak-Turquie, etc.

Dans ce contexte, les enjeux sont les suivants :

- Les deux alliés, les États-Unis et Israël, poursuivent aujourd'hui des objectifs militaires différents et des intérêts économiques convergents. L'action états-unienne s'attache ainsi en priorité à réduire à néant les infrastruc-

tures stratégiques et les capacités de production dont dispose l'Iran. Elle est aussi le fruit de la pression croisée des dirigeants israéliens et saoudiens qui ont pour intérêt commun de neutraliser l'Iran.

- Le gouvernement de Benyamin Netanyahou semble pour sa part aspirer à éliminer l'un des obstacles à sa politique de chaos et d'hégémonie régionale, en donnant un coup d'accélérateur à sa politique d'épuration ethnique et d'annexion de la Cisjordanie et en reprenant les opérations militaires au Liban, à six mois d'élections législatives en Israël.

- Une troisième puissance régionale, l'Arabie-saoudite, rivale de longue date de l'Iran, semble accorder sa partition sur la force d'intervention israélo-états-unienne. L'application du plan Trump pour le Proche-Orient et la nouvelle définition que Trump a apportée au projet américain de « Grand Moyen-Orient » lors de son discours de Riyad en mai dernier ouvrent pour la monarchie wahhabite l'opportunité de gagner de nouvelles positions dans la région, ce qui passe par la remise en cause de l'accord irano-saoudien de 2023 conclu sous le parrainage de la Chine. Ce sont les conditions d'accord d'Abraham de nouvelle génération qui sont ici en train de mûrir.

La crise historique de la dictature théocratique en Iran est une sorte d'opportunité pour ces intérêts de se concrétiser. L'ampleur du soulèvement populaire du mois de janvier dernier a montré la faiblesse des forces sociales qui soutiennent encore le régime. La violence sanguinaire de la répression a montré, à nouveau, que ce régime était prêt à tout pour se maintenir au pouvoir. Ses provocations successives dans le domaine nucléaire (enrichissement de l'uranium bien au-delà des cadres fixés par l'AIEA) ont fait le reste. Ses attaques de ces derniers jours contre les États membres de l'organisation de coopération du Golfe, contre les raffineries saoudiennes, contre les usines de



GNL au Qatar, achèvent de l'isoler.

Malgré les politiques néolibérales de la dictature et les sanctions internationales l'Iran dispose encore à ce jour des chaînes de production et des infrastructures nécessaires pour produire les drones Shahed, ainsi que des ressources balistiques nécessaires à la force de riposte, pour

le moment. Les 2 500 établissements d'enseignement supérieur du pays produisent chaque année des cohortes de cadres, d'ingénieurs, de techniciens qualifiés, dont beaucoup occupent des postes clés au sein des infrastructures stratégiques et des chaînes de valeur associées. L'Iran forme chaque année 3 500 000 étudiants.

La mise au pas des filières industrielles de la défense, du nucléaire, de l'acier, du gaz et du pétrole, actuellement très dynamiques et imbriquées dans des réseaux de coopération, risque à l'avenir d'éteindre l'un des principaux secteurs d'emplois qualifiés du pays, provoquant la ruine de l'économie iranienne et encourageant toujours davantage la fuite des cerveaux.

Les forces progressistes iraniennes redoutent à présent de subir un sort comparable à celui de l'Irak, où l'analphabétisme, quasiment inexistant avant le début des guerres du Golfe, a fait des bonds spectaculaires. L'exemple de l'Irak témoigne de l'impact destructeur des conflits armés sur l'éducation et les perspectives d'avenir des populations.

Dans un contexte d'intensification de la guerre économique des États-Unis avec la Chine et ses alliés régionaux, le développement et les transferts de potentiel intellectuel constituent l'un des leviers de la montée en puissance économique. Ainsi, dans la nouvelle configuration du rapport de forces international, la compétition technologique, les circuits commerciaux et la course à l'innovation constituent bien plus que la trame de fond des conflits armés. Pour les rivaux régionaux de l'Iran, Arabie saoudite et Israël en tête, le développement économique de l'Iran et de ses forces productives représente un réel obstacle.

L'intervention en Iran doit permettre aux États-Unis de consolider un rapport de force face à la Chine, mais aussi de contenir la Russie, en supprimant un possible contre-poids dans le Caucase du Sud, où la puissance américaine souhaite s'imposer à travers le corridor de Zangueour. La finalité d'une telle démarche est la refondation de l'impérialisme US dans le contexte où les recompositions internationales lui échappent en grande partie. Sa méthode est l'unilatéralisme absolu, face aux aspirations au multilatéralisme et à la réalité d'un monde devenu multipolaire. Cependant, il est confronté à des contradictions. La hausse des prix du pétrole et du gaz va à l'encontre des efforts de Trump pour les diminuer afin

de conforter ses promesses d'amélioration du pouvoir d'achat interne aux États-Unis. Il faut également compter sur le peuple iranien, qui, malgré des décennies de répression politique, ne semble nullement disposé à abandonner ses revendications pour l'égalité, la justice sociale et le développement du pays.

Depuis des décennies, la société iranienne proteste contre les politiques néolibérales et destructrices du régime de la République islamique, qui engendrent la misère et assèchent l'économie du pays, sous le regard approbateur du FMI et de la Banque mondiale. Au fil des nombreuses grèves et manifestations, les Iraniens s'opposent autant aux sanctions internationales qu'aux politiques néolibérales qui contribuent, elles aussi de manière significative, à tarir les forces vives de l'économie du pays et dénoncent la corruption, devenue endémique.

En 2024, l'élection de Massoud Pezeshkian avait ainsi été portée par une promesse d'union nationale, réitérée après la guerre de Douze Jours, mais restée lettre morte. L'absence de réalisations concrètes n'ont fait qu'exacerber la colère légitime du peuple. Pas plus hier qu'aujourd'hui, la société iranienne ne semble donner de signaux de renoncement. Elle paraît au contraire fermement arrimée à son indépendance nationale et à sa souveraineté dans ses choix d'avenir.

La nécessaire fin du régime actuel, le maintien de l'intégrité territoriale de l'Iran, le respect de la souveraineté du peuple iranien et sa lutte contre toute ingérence étrangère appellent à la large coopération et à la constitution du front des forces progressistes iraniennes, comme l'exige le parti Toudeh d'Iran.

La poursuite de l'escalade militaire pourrait avoir de sérieuses conséquences sur l'équilibre régional, comme le rappellent unanimement les forces progressistes du Proche et Moyen-Orient, au parti Toudeh comme au sein de la plateforme militante et associative, *The Peace Partnership* (Le Partenariat pour la paix), constitué à l'initiative du Parti communiste d'Israël.

En confortant la position israélo-étatsunienne, le Président de la République Emmanuel Macron expose la France à des risques de grande ampleur, pouvant aller bien au-delà des attaques sur les bases militaires françaises au Proche et au Moyen-Orient. ☹

Le Secrétariat du secteur international

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichie (directeur), Amado Lebaube, Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA